

Conseil Local de Développement

Présents : Bernard ANDRE, Philippe BARGEOT, Danièle BERTHIER, Joseph BONNEFOY, Armelle CAMPLAN, Marie-Hélène COSTE, Chantal DIEBOLT, André FOURMAINBTAUX, Hubert FRATICELLI, Gisèle GAIDE, Simone GAIDET, Pierre GERBAUD, Jean-Luc GOSSELIN, Alain MACHET, Chantal MARCHAND MAILLET, Joseph MOUGEL, Jean-François QUEST, Nicolas RACT, Albert REVIAL, Claude SCHILLING, Robert TALBOT, Christian GILQUIN, Jean Pierre SAINT-GERMAIN, Janjak STATKUS, Claudie LEGER, Pierre SONZOGNO, Elisabeth PEDRON, Jacqueline JUJDOVIC, Maurice DUNAND, Françoise LAGIER, Frédéric ABONDANCE, Anouk BONNEMAINS, Séverin GARCIA, Louis-Marie VIVANT, Jean Louis DUC, Bernard PERRIER, Bruno TOLON, Monique TOLON, Pierre-Yves GRILLET, Maryline ASPORD, Danielle MARIEN, Laurent BATTIER, Jean-Pierre LAMIC, Sarah RUTTER, Stewart SHEPARD.

Excusés : Anne-Marie ARPIN, Yves CARRET, Marie-Hélène CHABERT, Ginette FATTET, Colette MAITRE, Guy MATTIS, Gilles NANTET, Daniel PAYOT, Jacques VIBERT, Eric LARUAZ.

Introduction :

Alain MACHET précise le cadre de la rencontre. Notre Conseil Local de Développement, dans son rôle de conseil et de proposition aux élus et institutionnels, a choisi de se poser la question :

« Vers un tourisme éco responsable en Tarentaise ? »

En effet, nous abritons le plus grand domaine skiable du monde et il semble nécessaire de nous interroger sur les modes de développement que nous attendons d'un tourisme responsable et respectueux de son environnement. Il présente nos intervenants :

- Sarah RUTTER (Université de Savoie),
- Stewart SHEPPARD (Mountain Riders),
- Jean-Pierre LAMIC (VoyageursVoyagistes Eco Responsables).

I) Intervention de Sarah RUTTER (Université de Savoie)

Le projet Clim Alp Tour est un projet de coopération transnational dans l'espace alpin. Dix huit partenaires sont associés (Val d'Isère est un site pilote français) sur six pays de l'Arc Alpin. L'université de Savoie est le coordinateur en France. Il s'agit d'analyser les impacts possibles du changement climatique et de proposer des plans d'actions et des stratégies durables d'adaptation. La démarche a commencé en 2008 et les restitutions du projet auront lieu fin 2011. Elle précise que les données sont particulièrement difficiles à collecter en France et nous présente une comparaison des sites pilotes français. Ces derniers ont plus de lits mais pas plus de nuitées que la majorité des sites pilotes du projet. Les taux d'occupation d'été dans les sites pilotes étrangers sont plus élevés. L'intensité du tourisme sur Val d'Isère (et les stations françaises) est particulièrement élevée (ratio entre nuitées et résidents).

Les études climatologiques montrent que les Alpes du Nord ont connu un réchauffement important de + 1,71°C depuis 1 850. Une hausse de 1° d'ici 2025 aura pour incidence un maintien de neige naturelle pour 123 stations sur 143 en France. Différentes voies sont envisagées face au changement climatique et présentées dans le cadre de Clim Alp Tour.

II) Intervention de Stewart SHEPARD (Mountain Riders)

Le constat initial sur lequel s'est appuyée cette association est basé sur le ramassage des déchets en stations. Les chiffres sont impressionnants en terme de tonnes de déchets ramassés lors des actions de l'association. L'objectif de la structure est le développement durable en station de montagne avec une double cible, les professionnels et les particuliers.

Il nous présente leur définition du développement durable en montagne. Les indicateurs retenus sont réfléchis chaque année, sur la base de sept thématiques : transport, énergie, aménagement, eau, déchets, social, territoire.

En Tarentaise on constate un fort retard sur la thématique du transport (exemple : pas de forfait bus + station). Le transport semble être un chantier prioritaire. Seulement 7% des stations ont mis en place des offres faciles et bon marché pour se rendre en stations.

En matière d'énergie, en France, seulement 28% des stations font des efforts pour ne pas éclairer la nuit. Trop peu d'hébergeurs (presque aucun) sont engagés dans une démarche de diminution de leur consommation d'eau et/ou d'énergie.

Sur la thématique de l'aménagement, 34% des stations proposent au moins un bâtiment respectant les exigences de la demande HQE. A noter que des programmes intéressants de rénovation énergétiques ont été mis en place dans les Pyrénées.

Seulement 16% des stations de France récupèrent l'eau de pluie ; de gros efforts sont à faire.

Il faudrait développer l'information sur le tri à destination des touristes.

Au niveau social, à peine 20 % des stations sont équipées en infrastructures pour accueillir des personnes en situation de handicap (personnes en difficultés pour leurs déplacements).

III) Intervention de Jean-Pierre LAMIC (association « Voyageurs et voyageurs éco responsables »)

Il présente l'association qu'il a créé pour fédérer les énergies (voyageurs, accompagnateurs, acteurs de terrain et voyageurs...) en matière de tourisme éco responsable. Les voyageurs sont demandeurs d'informations. Il a développé une Charte des voyageurs éco responsables. 7 000 voyageurs devraient partir avec les voyageurs éco - responsables labellisés en France.

Les actions menées : informer, sensibiliser (forums), travailler sur l'élaboration d'un référentiel certifiable et utilisable par les Parcs Naturels et Nationaux, développer la notion de compensation territoriale (notion brevetée à l'INPI), collaborer à la formation des guides locaux...

Jean Pierre LAMIC soulève plusieurs réflexions :

Comment les opérateurs privés peuvent-ils favoriser une meilleure gouvernance sur le territoire ?

Doivent-ils se contenter d'apporter une activité touristique souvent pensée à leur seul profit ?

Comment celle-ci peut-elle être reliée à un schéma de développement territorial local ? Etc...

L'association cherche à proposer des solutions, le principe de la compensation territoriale en est une ; la question cruciale est de savoir la part des bénéfices qui revient sur le territoire. Le voyageur ne consomme pas que du kérosène mais aussi « un territoire », il profite d'infrastructures, de paysages, de ressources. Une « compensation territoriale » pourrait être redistribuée sur le territoire en fonction de ses priorités. Les principaux enjeux se situent notamment autour de la formation et de l'aménagement. Cette compensation est mise en place sur certains territoires par des voyageurs, le modèle économique n'est pas une utopie.

Faire du tourisme éco responsable c'est avant tout prendre en compte l'avis des populations concernées et l'associer aux retours de l'activité économique.

IV) Remarques des membres

Transport

- La question du financement du transport en commun est soulevée par un élu du territoire. Réponse : le transport collectif a un coût mais la non protection de notre capital aura à terme un coût aussi élevé, voir supérieur.

- Remarque : la taxe transport est bien mise en place dans les villes. C'est une hypothèse de travail à suivre de près, notamment au regard des grosses entreprises présentes en Tarentaise.
- Les parkings coûtent très chers en station, pourquoi ne pas essayer plutôt d'utiliser ces financements pour développer les transports en commun. Remarque ; si l'on met en place des navettes, on déplace le problème des parkings mais on ne le règle pas.
- Les stations peuvent aussi peut être s'engager ; pourquoi les acteurs privés de la montagne ne s'inscriraient pas dans le développement des transports en commun en montagne ? Les stations doivent être concernées et participer à l'aménagement du territoire. Sur la Communauté de Communes d'Aime, un travail a été vraisemblablement initié sur cette problématique des transports en partenariat avec les acteurs publics et privés.
- Cette question du transport est cruciale, vis-à-vis de l'emploi, pour des locaux au chômage qui souffrent de difficultés en matière de mobilité.
- Une réflexion sur les transports en commun est indispensable à l'échelle de la Tarentaise.

Gouvernance

- Le pilier de la gouvernance est essentiel en matière de développement touristique. Ceci a déjà été souligné par les membres du CLD dans le cadre de propositions sur le développement du tourisme estival.

Avenir du tourisme en Tarentaise

- Le réchauffement climatique; sous peu des stations ne seront plus rentables, sont-elles nommées ? quelles réactions des investisseurs ? Il ne s'agit pas d'une disparition prévisionnelle des stations mais de fortes baisses de rentabilité. Il faut arrêter d'investir dans le « tout ski » et faire changer les consciences collectives et les fuites en avant. Il faut une réaction des stations dès maintenant. Sur certaines stations, 50 % des touristes ne skient pas. Il faut dédier les financements aux activités « hors ski ».
- Il faut préserver et mettre en valeur durablement certains sites en Tarentaise et les protéger de l'industrie du « tout ski ».
- La Tarentaise a « standardisé » son offre touristique et c'est une politique qui ne sera pas rentable à terme. Les sites ne se différencient pas les uns des autres. L'avenir du tourisme n'est pas dans la standardisation qui ne se vendra plus dans dix ans. Il faut s'intéresser à l'évolution de la demande de la clientèle.
- Remarque ; l'âme du Parc National de la Vanoise est présente en Tarentaise. Le Parc se veut un acteur du tourisme et de son développement, respectueux de son environnement plus « éco responsable ». (pour information, le label WWF est développé sur 3 sites en Vanoise)
- L'éco guide est riche, mais le lien avec les espaces protégés mériterait d'être développé. L'impact sur la faune pourrait être amélioré.

Conclusion : les projets, les initiatives de développement dites « éco - responsables » ne peuvent être réduites à des « coûts », ce sont avant tout des investissements avec des retours sur investissement attendus à moyen ou long terme. Philippe BARGEOT, Vice-Président du Conseil Local de Développement, remercie sincèrement les intervenants et précise que des contributions concrètes seront envoyées sous peu par le CLD aux élus et décideurs sur la base de nos échanges.

Alain MACHET
Président

